

" Il n'y a pas de raison pour que la CAN 2017 ne se tienne pas chez nous "

Enfin, jusqu'où peut-on aller et à quoi peut aboutir ce dialogue politique ?

Le fruit de ce dialogue sera important pour nous, pour décider de ce que nous allons faire. Mais au départ, il faudrait se réunir et trouver des solutions aux maux que d'aucuns dénoncent. C'est dire qu'il n'y aura aucune limite.

Vous appelez au dialogue alors que certains de nos compatriotes sont emprisonnés. N'est pas l'occasion en tant que chef d'Etat, de prendre des mesures d'apaisement et de décider la remise en liberté de ces compatriotes. ?

Manifester, notre Constitution le prévoit. C'est normal de donner son point de vue et de dire qu'on n'est pas content. C'est comme si quelqu'un vous disait qu'il n'aime pas la manière dont vous conduisez cette interview ou encore la manière dont vous tenez vos journaux télévisés. Ça c'est normal. Mais pour autant, si je conteste la manière dont vous le faites, ai-je le droit de venir sur le plateau brûler le studio ? Non ! Je crois que nous avons tous voulu d'un Etat de droit dans lequel la force reste à la loi. Donc, il est difficile de vouloir demander des changements et faire exactement le contraire ou de demander un apaisement. Je crois qu'il est important que la justice joue son rôle et elle le fera.

Au moment où nous parlons, beaucoup de Gabonais sont chez eux, ils ont peur de sortir. Vous êtes garant de la stabilité et de la quiétude des ces derniers, que leurs dites-vous ?

Ça va bientôt faire 24 heures. Et 24 heures après, la ville est calme. C'est donc pour dire à tous les compatriotes : reprenez la vie comme vous le faites d'habitude. Reprenez vos occupations. C'est le week-end, divertissez-vous, lundi on reprend le travail. C'est aussi une façon de dire que nous autres, hommes politiques, devons appeler au calme. Il s'agit de tourner une page et de regarder vers le futur pour le construire ensemble. Toutes les mesures de sécurité sont prises pour protéger les populations. Car de nombreux citoyens ont tout perdu lors des récentes manifestations, ce n'est pas normal. Ensemble nous devons dire, plus jamais ça !

On parle de dialogue et de main tendue, même aux candidats malheureux. Certains se sont prononcés en disant qu'ils seraient prêts à travailler avec vous, pourvu que les contours soient définis au préalable. Avez-vous commencé à recevoir des coups de fil allant dans ce sens ?

Nous nous employons à avoir des contacts avec les représentants des différentes forces politiques de notre pays comme je me suis engagé. Donc, c'est en cours.

Il y a eu, durant le mandat qui s'achève, un certain nombre de compatriotes qui se sont plaints d'avoir été mis de côté, Pouvez-vous assurer que tout le monde a sa place dans le giron administratif et politique national ?

Je répète que tout le monde a sa place, mais que dans une classe, il existe de bons et de mauvais élèves. Donc nous voulons avant tout, récompenser d'abord les meilleurs.

Il y a sept ans, lors de votre adresse aux hommes et femmes des médias, vous parliez de changer de disque dur. Avez-vous toujours la même lecture aujourd'hui ?

Toujours. Nous devons être accompagnés par les médias et je vous ai souvent dit que si nous parlons d'émergence, cela doit venir d'abord des médias. Aujourd'hui nous avons une avancée avec un nouveau Code de la communication puisqu'il va dans le sens de dépenaliser tous les délits de presse.

Vous avez décidé que 30% des postes électifs soient réservés aux jeunes et aux femmes. Peuvent-ils s'attendre à plus ?

C'est déjà un début. Il faut commencer par faire appliquer cette loi. Celle-ci est une indication qui va nous amener à avoir une autre philosophie. C'est cela mon ambition, faire en sorte qu'il n'y ait plus de discrimination, aussi bien vis-à-vis des femmes que des jeunes.

À quand l'investiture du tout nouveau président de la République ?

Il fallait d'abord que la proclamation soit faite. Maintenant que c'est le cas, ça devrait être très fait rapidement. Ce qui nous importe c'est que l'on puisse se mettre très rapidement au travail.

Pour revenir à cette élection présidentielle, quand vous parlez de main tendue, nous avons l'impression que vous voulez surtout parler de la refondation politique dans notre pays car, on constate qu'à travers vos résultats et ceux de votre principal challenger, nous avons assisté à une partition entre "camarades" du PDG. Comment faire pour entrer véritablement dans cette refondation ?

On me reproche souvent de ne pas écouter ou de ne pas entendre. N'empêche que j'appréhende toutes les critiques stigmatisant notre système politique. C'est pourquoi j'invite tous les acteurs politiques à s'asseoir autour d'une table, en leur disant : "Voyons ce qui ne va pas et changeons le ensemble". Et c'est exactement ce que nous allons faire. Il faut un système qui soit bon pour tous les Gabonais, assis sur nos valeurs traditionnelles. D'autant plus que la vitalité de notre système politique ne doit pas être basée sur l'invective.

Êtes-vous prêt à donner l'accolade à Jean Ping ?

Je l'ai dit, je suis prêt à rencontrer tout le monde, y compris Jean Ping.

S'il y avait une première mesure forte à prendre dans le secteur de l'éducation, quelle serait-elle ?

Je pense que la réflexion est d'abord de nous poser la question si, en tant que parent, nous avons tout fait pour contribuer à l'éducation de notre progéniture ? Et dans quelle société voulons-nous que nos enfants grandissent ? Ce sont toutes ces questions de valeur qu'il faut se poser. Car, si l'école donne un savoir, ce sont les parents qui éduquent. Il ne faut pas changer les rôles. Il est donc important que nous, parents, puissions nous impliquer dans l'éducation.

Peut-on rêver d'une femme Premier ministre par exemple ?

Il y a déjà des femmes présidentes du Sénat et de la Cour constitutionnelle. Ce sont des fonctions aussi hautes et prestigieuses que celle de Premier ministre. Une femme a même été présidente de la République par intérim. C'est dire que rien n'est impossible aujourd'hui dans notre pays, et c'est le message qui doit être clair pour tout le monde.

Monsieur le président, s'agissant de la CAN 2017, bon nombre de Gabonais se posent la question de savoir si cette compétition aura bel et bien lieu dans notre pays. Que pouvez-vous leur répondre ?

Si le Gabon s'est lancé dans cette aventure en posant sa candidature, c'est que nous avons bien senti le souhait de nos compatriotes à vouloir organiser toute cette compétition sur le territoire gabonais. Et donc, j'ai senti que le peuple gabonais voulait cela. Nous avons fait un essai en 2012 qui a été concluant. À l'heure où nous parlons, il n'y a pas de raison pour que cette Coupe ne se tienne pas chez nous. Les stades seront prêts et nous aurons de beaux matches.

Nous vous laissons les minutes restantes pour vous adresser, une fois de plus, au peuple gabonais.

Je voudrais dire à tous nos compatriotes que j'ai apprécié le soutien qu'ils m'ont apporté au cours de cette élection présidentielle. Et, je voudrais aujourd'hui qu'une page se tourne et qu'en tant que président de la République gabonaise, président de tous les Gabonais, j'invite les uns et les autres à ce que nous puissions ensemble travailler pour bâtir et construire notre pays. C'est très important, car il s'agit de notre pays et nous n'en avons pas de rechange. Je ferais des efforts, comme je l'ai indiqué, pour rassembler autour de moi, toutes les forces politiques et vives de la Nation pour m'accompagner dans cette tâche qui est celle de bâtir une économie solide et de pouvoir, demain, donner de l'emploi aux jeunes, aux femmes et aux hommes de ce pays. Alors, mes chers compatriotes, construisons ensemble et bâtissons notre pays.

Première allocution du président de la République

Mes chers compatriotes,

Après examen du contentieux électoral conformément à la loi et en présence des observateurs dépêchés par l'Union africaine, la Cour constitutionnelle vient de confirmer la victoire du projet que nous avons défendu tout au long de la campagne électorale.

Cette victoire, je vous la dois. Je la dois à votre engagement et à votre détermination. Je la dois également aux dizaines de milliers de Gabonais, de toutes les provinces et de toutes les conditions sociales, qui ont cru en moi et qui pensent que le Programme pour l'Égalité des Chances est le seul possible pour l'avenir de notre pays.

Mais, mes chers compatriotes, cette victoire ne doit pas nous faire oublier qu'il y a de nombreuses urgences à régler. Tout d'abord, le score serré de cette victoire signifie qu'il y a de nombreux électeurs, pour des raisons et d'autres, qui n'ont pas choisi notre projet. Il nous faut décrypter, entendre et comprendre leur message.

Tout comme il nous faut comprendre l'aspiration générale de ceux qui ont voté pour nous, mais aussi de tous les compatriotes qui attendent des changements im-

portants dans la gouvernance politique, économique et sociale de notre pays.

Ces changements, nous allons les porter ensemble, dans un effort de rassemblement de toutes les énergies et de toutes les composantes de la société gabonaise. Oui, mes chers compatriotes, la diversité des opinions et des projets qui s'est exprimée tout au long de la campagne électorale et en dehors, doit être prise en compte.

C'est pourquoi, comme je l'ai déjà annoncé, j'entends réunir très rapidement les conditions d'un dialogue politique ouvert à tous ceux qui le voudront.

Ce dialogue, qui abordera tous les aspects de la vie de la Nation, devra nous permettre d'écrire un nouveau chapitre de notre histoire commune, avec une attention toute particulière pour les jeunes et les femmes car demain ne se construira pas sans eux.

J'appelle donc tous les responsables politiques, y compris les candidats malheureux de la présidentielle du 27 août dernier, à travailler avec moi, dans le respect de nos différences certes, mais animés de la volonté de situer l'intérêt supérieur de la Nation au-dessus de nos intérêts particuliers et partisans.

Mes chers compatriotes,

J'ai voulu une élection libre, transparente et ouverte. C'est pourquoi nous avons invité plus de 1200 observateurs et accredité plus de 200 journalistes étrangers. Par-delà les prises de position regrettables, et la couverture biaisée de certains, le scrutin s'est déroulé dans le calme. Que les électeurs dans leur ensemble en soient vivement remerciés.

Cependant, force est de reconnaître que cette campagne électorale a été très difficile. Jamais le débat politique national n'avait atteint le niveau de violence verbal que nous venons de vivre.

Le rejet de l'autre a été érigé en norme. Les mots de haine ont été prononcés sans tabous. Les communautés entières ont été stigmatisées.

Cette haine, et la violence qu'elle porte, ont laissé des blessures très profondes qu'il nous faut soigner dans l'urgence, si nous ne voulons pas qu'elles se transforment en plaies ouvertes et en gangrène pour notre société.

Reconstruire le lien social est une exigence pour chacun à la place et aux responsabilités qui sont les siennes.

La démocratie est un choix qui doit conduire à la vie, et non pas à la mort.

La démocratie n'est pas faite pour apporter ruine, désolation et deuil.

La démocratie est faite pour construire et bâtir un avenir meilleur.

Lorsqu'au sortir d'une élection, des familles pleurent des morts, c'est qu'on a trahi la démocratie.

Lorsqu'au sortir d'une élection, des biens publics et privés sont détruits, c'est une trahison de l'idéal démocratique et républicain.

Ensemble, nous devons dire « Plus jamais ça ! ». Plus jamais ça dans notre pays car aucune cause ne saurait justifier que des vies soient arrachées.

Aux familles endeuillées, je veux dire que l'Etat vous aidera à comprendre ce qu'il s'est réellement passé, et l'Etat vous accompagnera.

A tous et à chacun je veux redire ma foi profonde dans nos institutions, de même que dans nos traditions et valeurs ban-

tales. Au nom de ces traditions et pour reprendre ces paroles si justes et si prophétiques de notre hymne national « La Concorde », je dis oublions nos querelles et ensemble bâtissons l'édifice nouveau auquel tous nous rêvons.

Je vous remercie.